Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/le-syndicalisme-face-a-la

rencontres internationalistes de Vénissieux

le syndicalisme face à la mondialisation

- Internationale - activités internationalistes.... - Rencontres 2010 -



Date de mise en ligne : lundi 6 décembre 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Cela a pris un peu de temps, mais voici le compte-rendu complet du débat sur le syndicalisme face au capitalisme mondialisé des 3emes rencontres internationalistes... Merci à jean pour le long travail de prise de note à partir de l'enregistrement...

Introduction de Serge TRUSCELLO.

Dans le cadre de ces rencontres, nous avons voulu parler du rôle du syndicalisme face à la mondialisation.

Aujourd'hui, les entreprises ont un poids de plus en plus important sur les décisions prises au niveau des gouvernements. Elles imposent des choix politiques et économiques pour dégager de l'argent grâce à des instruments de régulation, par les politiques mises en place de casse des acquis sociaux, l'aide du FMI, de l'Union Européenne. Tout cela se traduit par des sacrifices pour les peuples.

Ces multinationales pèsent sur les travailleurs et face à cela, il faut le reconnaître, le mouvement syndical est assez décousu , même s'il y a des mobilisations. Le syndicalisme est désorganisé et il a du mal à trouver une unité , une manière de parler ensemble afin de mobiliser les populations qui sont en difficultés.

Je suis délégué syndical de Bosch à Vénissieux, qui est en grosse difficulté et j'ai l'expérience de ce que peut être une multinationale installée sur tous les continents. En fonction des orientations qu'elle prend, elle fait peser ses choix sur les salariés. Bosch a décodé de recentrer ses activités sur l'Allemagne et les ex-pays de l'Est. La conséquence estb la fermeture de sites en Italie, en Angleterre, en Espagne, en France. Bosch s'est recentré financièrement vers la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque. Depuis l'annonce de ces licenciements, la direction constate des problèmes psychologiques chez les ouvriers, à tel point qu'un psychologue est présent sur le site tous les Mardis après-midis.

On voit ainsi toutes les conséquences possibles des choix de ces multinationales.
Intervention de Robert Brun puis des camarades de FRALIB.

1er intervenant :
Pour moi, le syndicalisme français est fragilisé, il est à la traîne. Dans ces conditions, pourquoi lutter puisque les luttes s ont stériles, comme ce fut le cas de Jumbo (matériel de levage) à Genas. Ne faudrait-il pas aller tout de suite vers l'autogestion ?

2eme intervenant :
Je suis retraité de la chimie (Rhône-Poulenc). On avait autrefois un syndicalisme voulant transformer la société. En même temps, on menait des batailles pour les salaires, les nationalisations et d'autres revendications. Ainsi on avait obtenu la retraite à 60 ans. Aujourd'hui on a l'impression que tout cela fait peur et la perspective d'une société socialiste s'est effondrée. Les travailleurs ont perdu leurs repères depuis la chute des régimes communistes.

Intervention d'Eugénie (PC du Bénin).

Il faut retenir que le syndicalisme corporatif n'est pas vivable. Il faut que les syndicalistes sachent où ils vont, quels

sont leurs intérêts.

Il y a d'abord les intérêts de classe : la bourgeoisie ne fait pas de cadeaux. Si le prolétariat s'endort, la bourgeoisie prend le dessus. La vie est une situation de luttes et de rapports de forces. Quand en face ils n'ont personne, ils foncent. Ils foncent jusqu'à rencontrer une résistance. La lutte doit être pensée. Il faut réactiver les visées idéologiques à la base, pour que celle-ci prenne conscience de sa force. La force d'un pays, c'est sa population.

Plus les sociétés font de bénéfice, plus elles ferment. Et en plus, elles touchent des primes quand elles délocalisent. Il faut se battre pour faire revenir les emplois. Face à ces nouvelles menaces, il faut utiliser de nouvelles formes de lutte, comme par exemple les séquestrations. Il faut continuer à faire preuve d'inventivité, d'esprit d'invention, d'initiatives pour défendre les travailleurs. En Colombie, il y a des assassinats de délégués syndicaux.

Au Gabon, au Sénégal, les producteurs ont exigé que les produits soient transformés sur place en empêchant les exportations.

Le 17 Septembre a eu lieu à Bordeaux une réunion pour les 50 ans d'indépendance de l'Afrique en présence de Messieurs Juppé, Toubon et Rocard. Les entrepreneurs de l'Afrique de l'Ouest se sont plaint des difficultés qu'ils avaient à produire et à vendre. Il leur a été répondu « Les Africains vont produire quoi ? et pour vendre à qui ? ». En clair, il n'ya plus de place pour les africains dans le système économique ; ils doivent rester consommateurs, ce qui est très méprisant.

Au Bénin, les syndicalistes doivent être éclairés par une idéologie, savoir à quoi sert la lutte. On a dit aux syndicalistes béninois qu'ils n'avaient pas à parler de prendre le pouvoir. Pourtant l'Europe n'a rien dit quand Lech Walesa est devenu président en Pologne. Je suis persuadée que tout va changer et si les choses changent au Bénin, ça fera tâche d'huile. Il ne faut pas que la situation change car ça pourrait servir d'exemple. Il faut savoir que le dictateur du Bénin est soutenu par l'Elysée.

Didier :
Je travaille dans la métallurgie pour une boîte autrefois familiale, aujourd'hui gérée par les fonds d'investissement. Avant nous faisions des profits, aujourd'hui le bilan est négatif. L'entreprise a des difficultés pour payer les fournisseurs. Il y a quelques militants CGT mais seulement 2 ou 3 copains ont participé aux manifestations pour les retraites, les autres s'étant laissés berner par l'idéologie dominante. On rencontre beaucoup d'entreprises où l'action est un peu molle ; que dire de celles où n'existe pas de représentation syndicale.

Pascal :
Je trouve très bien ce qu'a dit la camarade du Bénin quand elle parle de syndicalisme éclairé. Ce qui me préoccupe dans le mouvement des retraites, ce sont ces millions d'hommes, de femmes, de jeunes qui ont fait grève, ont parlé des retraites mais aussi des conditions de vie. Il y a montée en puissance de rébellion pour ceux qui s'enfoncent dans l'état de pauvreté. Il est clair que si nous, communistes, n'arrivons pas à faire bouger de façon réelle sur des objectifs anticapitalistes les gens, il va falloir mettre le paquet. Des journées comme celle d'aujourd'hui, les débats sur la RGPP, sont des moments importants. Il va falloir les multiplier pour permettre le maximum d'échanges entre les gens.

William Sportisse :
Pourquoi des entreprises disparaissent alors que d'autres restent ? La production reste pourtant importante. Le capitalisme cherche le taux de profit maximum. C'est pourquoi il délocalise dans les pays où la main d'oeuvre est bon marché. Il appartient au PC de défendre les lois de Marx, mais aussi à la CGT qui a abandonné la lutte des classes. Il y a une grande bataille idéologique qui doit se mener par les syndicats et les partis communistes.

Copyright © Le Vénissian

Charles Hoareau :

Soit on se lamente, soit on se résigne, soit on se bat ; au moins on se bat puisque l'on est vivant. Dans le mouvement la base a imposé des choses. Je trouve que la déclaration de l'intersyndicale des Bouches du Rhône est révolutionnaire. A partir des luttes, il faut parler des retraites, de la répartition des richesses, de la RGPP. Notre responsabilité en tant que dirigeant syndical ou politique est de permettre que les luttes portent en soi le changement de société, même si ce n'est pas ce qui est à l'ordre du jour. En tant que militant politique, il faut éclairer et mettre en avant le fait que le mouvement ne sera vainqueur que s'il met en relation les travailleurs et les gens de la précarité. C'est du privé qu'est parti le mouvement le plus fort et pas de la fonction publique. Les travailleurs des raffineries étaient en grève mais pas les sous-traitants. Ils ne pouvaient pas travailler et n'avaient pas les moyens de faire grève. Il faut faire comprendre aux gens des quartiers populaires que casser la retraite, c'est casser l'UNEDIC. Certains choix syndicaux ont été assassins au niveau national, mais les militants de base n'ont pas su les contrecarrer. Le fait qu'il n'y ait que 6% des travailleurs syndiqués pose un problème. De plus, il aurait fallu être capable d'emmener les chômeurs. On a ressenti le manque d'une organisation révolutionnaire.

Paul Barnbazenge :

Il y a d'abord la lutte quotidienne, comme celle que mènent les copains de Fralib. On ne cède pas en face du capital car tout recul a des conséquences. Mais à 180 ou 200, affronter une multinationale comme Fralib.....le capital a supprimé 800 000 emplois industriels. On ne peut plus reculer : il faut faire preuve de solidarité.

Comment le mouvement ouvrier international, le mouvement français et le PCF en sont-ils arrivés là ? Comment la bourgeoisie a-t-elle gagné le combat contre le mouvement syndical et politique ? Comment sortir de la situation où la social-démocratie nous a mis au niveau européen.

Pour en revenir à Fralib : le thé vient du Sri Lanka et on paye le thé le même prix aux paysans depuis 20 ans. Le prix à la consommation a augmenté de 44%, les salaires ont baissé et le prix d'achat est resté le même. Les travailleurs ont besoin d'une organisation politique qui aide à mesurer les enjeux.

Quand les chantiers navals de la Ciotat ont fermé, Unilever s'est installé à Gémenos sur la zone d'activité. Et cette zone d'activité est créée par une mairie communiste qui accepte l'argent en se disant qu'il vaut mieux des emplois de reclassement que des chantiers navals qui ferment. On a fait une zone franche avec exonération d'impôt et quand la zone franche se termine, l'entreprise s'en va.

Il faut dénoncer cela. Il faut dire aussi que nous voulons d'autres rapports Nord-Sud. Qui doit bénéficier de la transformation du thé ? où doit-il être transformé ?et à quel prix ? Va-t-on jusqu'à la réquisition de l'entreprise pour l'obliger à rester ? Autogestion, socialisation : peu importe le mot mais les ouvriers et les consommateurs ont leur mot à dire : c'est cette question qui doit être posée politiquement. Total va ouvrir dans le Sud algérien trois grandes raffineries. Où faut-il raffiner le pétrole ? C'est une question d'emploi et une question écologique. Si on laisse faire les multinationales, elles vont mettre en concurrence les travailleurs d'Algérie avec les travailleurs français et on produira où çà coûte le moins cher, c'est-à-dire pas pour l'intérêt des peuples mais pour celui des multinationales.il faut avoir des contre-propositions et être prêts à des batailles politiques et syndicales.

Autre intervenant : Je voudrais demander à la camarade du Bénin si elle croit que c'est en enfermant des patrons dans leurs bureaux que l'on va gagner des luttes. Il faut une force politique vraiment de gauche qui dépasse le parti communiste, qui le supplante, pour défendre les travailleurs, qui soit une force motrice nouvelle.

André Mazuir. Aujourd'hui, dans notre pays, on ne peut pas travailler si l'on n'a pas des papiers en règle. Si on ne

Copyright © Le Vénissian

travaille pas, on n'a pas de salaire, donc on ne peut pas se loger. Il faut prendre çà en compte car c'est grave. On se sert de ces situations, du chômage, pour remettre en cause les droits sociaux, les droits syndicaux, les libertés. Et on se sert aussi des situations des autres pays pour transférer le travail là où on se dit que l'on va faire plus de profit. Il faut que le mouvement communiste international prenne plus en compte ces choses : on doit pouvoir vivre, travailler, se loger là où l'on est. On doit se battre pour que chacun dans son pays puisse avoir pour vivre.

Jacquin. L'Ambassadeur de Cuba a dit ce matin qu'il n'y avait pas de modèle. Les camarades du Bénin et de l'Algérie nous disent combien c'est compliqué chez eux. Une entreprise de transformation du cochon est menacée de fermeture. On fait une pétition qui a recueilli 2100 signatures dans une agglomération de 2500 habitants. Première menace de licenciement : 180 personnes ;65 travailleurs ont quitté l'entreprise bénévolement, sans indemnité. Ensuite on a continué à mener la bataille de façon politique, économique et syndicale. On a fait venir Queyranne dans la boîte pour s'expliquer. Le conseil général de l'Ain, qui à l'époque était de droite a dit : on est prêt à s'investir, chercher un repreneur. Malgré cela, on ne peut pas faire sans les travailleurs. Il faut faire grandir la conscience de classe dans notre pays.

Réponses : Syndicaliste de Fralib.

Nous ne nous sommes pas posé la question de savoir s'il fallait se battre ou non. Le capitalisme a les moyens pour que les salariés ne se battent pas : les patrons mettent l'argent sur la table et certains choisissent l'argent. Mais ils se retrouvent en difficulté deux ou trois ans après. Pour moi, la meilleure des solutions c'est de lutter. C'est clair que ce n'est pas facile car on ne sait pas si on va gagner. Mais si on ne mène pas la lutte, on est sur de perdre. Nous n'avons pas d'autre choix que de lutter.

Marie-Christine. Chez les camarades d'Unilevair, il y a un niveau de conscience politique élevé. Il y a une prise de conscience dans de petites entreprises à partir de jeunes venant du CPE. Un problème se pose dans le conflit des retraites : défendre la retraite à 60 ans, c'est être sur la défensive. Il faut attaquer et pourquoi ne pas revendiquer le retraite à 55 ans ?

Serge. Je suis au comité européen du groupe Bosch. Les salariés sont en situation de concurrence car les fabrications que nous n'avons pas, c'est un autre pays qui va les avoir. Dans nos relations syndicales, il est extrêmement difficile de se sortir de cette situation et ceux qui n'ont pas de suppression de poste dans leur pays ne disent rien. Quand on pose la question de la stratégie de Bosch, qui est de dire que le groupe a les moyens de se développer partout où il est, on a des conceptions syndicales différents, en particulier avec le syndicat allemand Unimétal. Là on voit que la CES ne houe pas son rôle. Il faut amener partout où on va des réponses politiques : pourquoi Bosch investit en Pologne ou dans d'autres pays. Il faut mettre des idées politiques sur la table et que ces idées soient portées par un mouvement populaire, par les salariés. Le virage de la CGT qui a dit, il faut intervenir dans les gestions, a accompagné la gestion capitaliste de certains grands groupes.

Dans la bataille pour la réforme des retraites, il y a une grande avancée : les gens ne se posent plus la question de savoir s'il y a de l'argent ou non. Les gens savent qu'il y en a. Le même type de démarche est possible face aux fermetures d'entreprises et on peut gagner en disant ce n'est pas fatal qu'une entreprise ferme. Pourquoi ne raisonne-t-on qu'en terme de rentabilité, ce qui oblige les salariés à accepter la fermeture. On peut gagner le fait que la question de la compétitivité n'est pas forcément la question principale pour le maintien et le développement d'une entreprise. C'est une question que l'on doit continuer à travailler.

Copyright © Le Vénissian